

# CHAMBÉ EN LUTTE

Numéro 4

<http://www.chambeenlutte.lautre.net>

4 novembre 2010

**Le bulletin de ceux qui ne baissent pas les bras**

## CA S'EST PASSÉ...

**mardi 2/11**

Blocage de la gare de Chambéry.

AG à 12h30.

**Mercredi 3/11**

Blocage et opération péage gratuit à

St Michel de Maurienne.

**Jeudi 4/11**

AG 12h30

## ET CA VA SE PASSER...

**Vendredi 5/11**

Soupe de résistance 18h30  
aux Eléphants suivie d'une  
manif de nuit.

**Samedi 6/11**

Manif 14h30 place Caffé.  
AG d'après manif.

**Tous les jours**

AG 12h30 maison des  
associations.

### Quelques sites d'informations alternatives de la région :

<http://www.lavoixdesallobroges.org/>

<http://tvnetcitoyenne.com/>

<http://rebellyon.info/>

<http://grenoble.indymedia.org/>

### Contact :

Abonnez-vous à la liste de diffusion en  
envoyant un mail à [nycollin\\_co@yahoo.fr](mailto:nycollin_co@yahoo.fr)

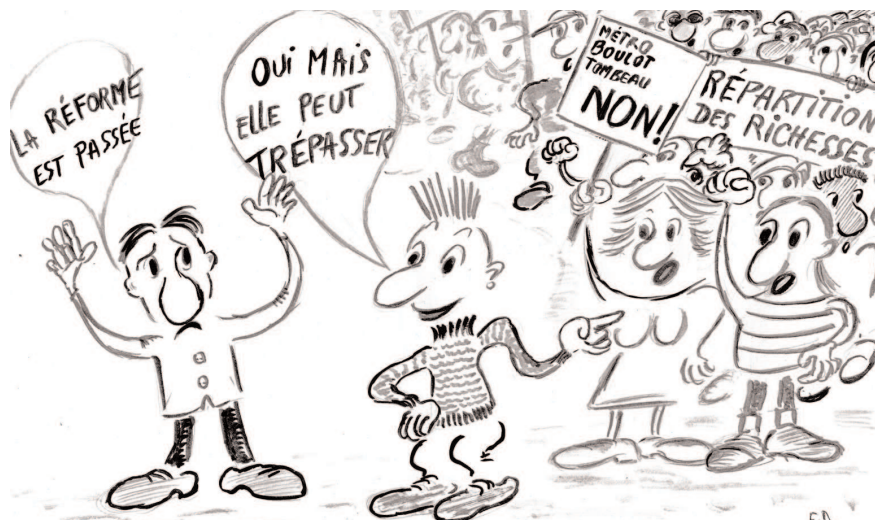
Retrouvez-nous sur le blog de  
Chambé en lutte :

<http://www.chambeenlutte.lautre.net>

### Alerte Sécu en danger !

L'Aide Médicale Aux Sans-papiers (AME) est dans le collimateur du gouvernement. Le 2 novembre, les députés UMP ont fait voter des amendements sensés "limiter la fraude", mais personne n'est dupe. La casse de nos acquis continue. Plus de détails sur le blog et dans un prochain numéro.

## LA RÉFORME EST PASSÉE... ET ALORS ? ...



A l'exemple récent du CPE, ce ne serait pas la première fois qu'une loi ne serait pas appliquée.

Un parlement et un gouvernement qui ne tiennent pas compte de l'expression d'une majorité du pays, qui s'assoient sur leurs propres engagements de campagne, ont, de fait, perdu leur légitimité.

Le mouvement n'est pas mort ! Malgré ce que voudrait nous faire croire la presse, des actions de blocage, de sensibilisation, des manifestations... se déroulent partout.

Des AG interpro ont lieu quotidiennement, une coordination nationale de ces AG est prévue ce week-end à Tours.

La jeunesse prend le relais et apporte un second souffle. Les étudiants se sont joints au mouvement avec plus de 10 universités bloquées à ce jour, les lycéens de retour de vacances ont repris les grèves avec des AG et une

reprise des blocages à partir de lundi, laissant présager une forte mobilisation le mardi 9 à l'appel des organisations de jeunesse.

Samedi, une nouvelle manifestation nationale interprofessionnelle est prévue.

La casse de nos retraites n'est qu'une étape dans un programme plus large de destruction de nos acquis sociaux : le parlement est déjà en train de s'attaquer à la sécurité sociale. Il serait donc dangereux d'attendre 2012 pour espérer mettre en échec cette offensive généralisée, commanditée par le patronat. (Laurence Parisot s'est présentée elle-même comme la marraine de la loi sur les retraites.)

Le MEDEF, par la voix de Denis Kesler a déclaré vouloir en finir avec le programme mis en place en 1945 par Conseil National de la Résistance. Enter en résistance devient donc pour nous une nécessité.

soutenu par

UL CGT - CNT - SNESup FSU - SUD Solidaires - UNEF - AGI ! - Attac - LDH - Alternatifs - FASE - NPA - PG

# DES LYCÉENS SANCTIONNÉS POUR AVOIR MANIFESTÉ

LES TEMPS CHANGENT, ILS SE DURCISSENT. AU POINT QUE DES LYCÉENS QUI ORGANISENT ASSEMBLÉES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA CASSE DES RETRAITES, SONT FORTEMENT SANCTIONNÉS – EXCLUSIONS TEMPORAIRES DE PLUSIEURS JOURS – PAR L'ADMINISTRATION DE LEUR LYCÉE.



Chambéry, oct 2010, environs du lycée Monge

Photo GG

Pourquoi de telles punitions, dans un pays qui s'enorgueillissait jusqu'à présent d'être celui de la liberté d'expression et de manifestation ? Parce que assurément, les jeunes moins encore que leurs parents ne doivent pouvoir contester une réforme pourtant fondamentalement injuste. Il y a du choix de société pour les années à venir.

Nous le savons tous, jeunes et vieux, lycéens et parents, au travers de cette contre-réforme sur les retraites, c'est la casse d'un système social fondé sur la solidarité qui est en jeu, c'est la mise en place d'une société où tout est privatisé, marchandisé, des retraites au système de santé, en pas-

sant par l'école et demain la sécurité sociale.

## CONSTATONS ENSEMBLE :

La baisse draconienne des moyens dans les hôpitaux publics et le développement des cliniques privées.

Le détournement de fonds programmé qu'est la contre-réforme des retraites, vers les assurances privées – avec la création de l'emblématique groupe Malakoff Médéric et son fondateur Guillaume Sarkozy.

Les quelque 50 000 postes supprimés dans l'éducation nationale ces 4 dernières années, et le développement des boîtes de soutien scolaire privées, celui des boîtes privées de conseil en orientation, et, comble de cynisme, les boîtes privées de formation aux tout jeunes enseignants parachutés sans plus rien pour les former au métier d'enseignant.

Les services privés pour qui pourra payer l'école, la santé, la retraite, avec toujours la peur un jour d'être démunis et la course toujours pour ne pas l'être.

L'absence de services (ou si peu) pour tous les démunis.

## ET SI C'ÉTAIT DE CETTE SOCIÉTÉ QUE JEUNES ET VIEUX NOUS NE VOULIONS PAS ?

N'est-ce pas ce refus et l'aspiration à une autre société, plus juste, que le gouvernement souhaite briser en sanctionnant les lycéens ?

Ne nous y trompons pas : exigeons la levée des sanctions imposées par l'administration à nos enfants et soutenons-les dans leur envie d'une société meilleure.

Appelons nos enseignants et les services administratifs de nos établissements scolaires à ne pas appliquer ces sanctions.

## Les sanctions

**A**u début du mois d'octobre, sur ordre du gouvernement, le rectorat faisait envoyer aux parents d'élèves, via les proviseurs, une lettre dénonçant les grèves, menaçant de sanctions les élèves absents pour cause de grève et dénonçant comme illégitimes les blocages et actions collectives. Au point que des lycéens qui organisaient assemblées et manifestations contre la casse des retraites, pouvaient être fortement sanctionnés : exclusions temporaires de plusieurs jours, menaces de conseil de discipline, dernière étape avant l'exclusion définitive.

### Faire un exemple :

La méthode est connue : ce sont les élèves qui sont le plus visible qui sont punis, répression pour casser la contestation, faire naître la peur par la sanction. Mais un(e) seul élève est-il (elle) responsable du blocage d'un établissement ? Le gouvernement par le biais du rectorat et des proviseurs croit-il vraiment faire taire les jeunes par de tels procédés ?

Comme dans beaucoup de secteurs le gouvernement use de répression comme seule solution à la casse du mouvement lycéen.

## Le collectif se déplace à Saint Michel

# BEL ACCUEIL EN MAURIENNE

**L**e blocage de l'accès autoroutier à l'Italie, prévu depuis quelques jours, malgré sa durée relativement courte pour cause de menaces policières, a permis, entre autres, de prendre de chaleureux contacts avec les copains de Maurienne (syndiqués cheminots, Arkema, Alcan...). Il n'est rien de pire, dans le cadre d'une lutte comme celle qui est menée aujourd'hui, que de rester isolé : quand arrivent les amis de l'extérieur, c'est la preuve que vous êtes beaucoup moins seuls à lutter que les médias veulent bien tenter de vous le faire croire...



**Chambé en lutte N°4 - Sans lutte sociale, il n'y a pas de changement social. (Joao Pedro Stedile)**